



LIGUE CONGOLAISE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

LICOCO

193 Bis, Av. Commercial, Quartier 7, Commune de N'djili-Kinshasa/RDC

Référence : Agence SNEL, Arrêt Immeuble CELE

Tél + 243 81 60 49 837 ou + 243 89 89 72 130

Email. licocordc@gmail.com

www.licoco.org

Financiers du M23 : les sociétés Traxys, Mine terra et Sunrise au centre de la fraude des minerais de Rubaya au Nord Kivu

Où partent les minerais des 3T, principalement le coltan, extraits frauduleusement à Rubaya et dans ses alentours dans la province du Nord-Kivu sous la houlette du Rwanda, par la coalition AFC-M23 interposée ?

Le Rwanda n'en est pas consommateur, et encore moins l'AFC-M23. Ils ne volent pas non plus en fumée après leur extraction et exportation au pays de mille collines.

Absolument, ils échouent, via un réseau maffieux international, dans des fonderies en Asie avant d'entrer en Europe et aux USA sous forme de composants électroniques. Quel est ce réseau ? That's the question.

C'est un secret de polichinelle. Le dernier rapport de l'ONU s'en est fait grandement écho. Depuis l'occupation fin avril 2024 de la mine de Rubaya et la zone environnante par l'armée rwandaise, **120 à 150 T de coltan** y sont extraits frauduleusement par mois. Cheval de Troie de Kigali, la nébuleuse coalition AFC-M23 en tire 800 000 USD par mois au titre d'impôts et diverses taxes y afférentes.

Conditionné au Rwanda, ce fabuleux butin de guerre finit par la suite dans des fonderies en Asie principalement en Chine où il est traité et transformé pour multiples usages dans les industries occidentales.

Question : quelles sociétés achètent et exportent donc ces minerais incriminés du Rwanda vers l'Asie ?

Une autre, c'est celle de savoir comment le Rwanda et ses pantins bénéficient-ils du commerce de minerais en provenance de la RDC résultant, contrairement à la législation européenne, des chaînes d'approvisionnement corrompues ?

C'est un mystère qui commence à livrer ses secrets. D'après le journal The Guardian (édition du 15 janvier 2025), il ressort de documents consultés que **Traxys Europe** est vraisemblablement l'un des acheteurs desdits minerais.

Mais, celle-ci rejette ce qu'elle qualifie d'allégations, déclarant être « **fermement engagée à travailler uniquement avec des chaînes d'approvisionnement responsables et**

sans conflit et qu'elle investit des efforts et des ressources très considérables pour ce faire ». Ce qui ne convainc pas dans la mesure où cette firme belge, installée à Kigali et qui a des ramifications avec l'Australo-Américaine **GAM (Global Advanced Metals)**, passe présentement pour le premier exportateur du coltan à partir du Rwanda.

Elle n'est pas la seule, il a y aussi, notamment, **Mine terra et Sunrise** une société chinoise, renseignent des sources recoupées dans la capitale rwandaise.

La particularité de ces trois entreprises est qu'elles n'apparaissent nulle part dans les transactions, elles opèrent cependant à travers des sociétés écran qu'elles financent et qui achètent pour leur compte les minerais dont question.

Selon certaines indiscretions, la Belge Traxys a un agent exclusif, à savoir le comptoir African Panther Ressources. Tout passe par ce dernier. L'argent de la précitée atterrit dans ses comptes pour servir dans des différentes transactions sur le terrain, ainsi que des formalités s'y rapportant pour exportation. Il en est de même de la **Chinoise Sunrise** qui passe par le comptoir du même nom.

La firme Mine terra n'est pas en reste. Elle a un sous-traitant basé à Kigali, en l'occurrence le comptoir Eastern Group Mineral, qui s'avère très actif dans les minerais venant de la RDC. D'autre part, elle sous-traite certaines entités de traitement en RDC, dont **Kivu Minerals, opérationnel à Goma et à Bukavu**. Cette entité est même soupçonnée d'avoir, à un moment donné, captée des minerais en provenance de Rubaya, sous occupation.

En attendant de démanteler le réseau maffieux international qui s'active à partir du Rwanda pour siphonner les minerais congolais, générant ainsi du carburant pour entretenir la machine de la mort au Congo à travers, entre autres, la coalition funeste AFC-M23, il y a lieu de déplorer, la non-opérationnalité du règlement de l'UE sur les minerais de conflit entré en vigueur en 2021, lequel règlement impose des contrôles de diligence raisonnable aux entreprises important des minerais en provenance de pays touchés par des conflits.

Qualifié de mort-né par certains acteurs, « The Guardian » note que cette réglementation « n'est pas correctement appliquée à un moment où le bloc européen cherche à consolider ses approvisionnements en minéraux essentiels à la transition vers une énergie plus durable ».

Et d'ajouter : « Le règlement permet aux entreprises de ne pas s'inquiéter de la diligence raisonnable, car il semble qu'il n'y ait aucun contrôle approprié sur ce qu'elles font, ni aucune conséquence sur leurs activités ».

D'autre part, des responsables du Gouvernement congolais, ont déclaré en 2023 à Global Witness, une ONG financé par le milliardaire américain George Soros, qui a des intérêts dans plusieurs firmes liées aux 3T, dont GAM et Traxys, que les minéraux provenant de mines non validées étaient faussement étiquetés comme provenant de sources responsables.

La LICOCO dénonce ces firmes Européennes et se réserve les droits d'aller en Justice pour demander des réparations.

La LICOCO demande au Gouvernement Belge, Américain et Chinois de prendre des mesures contre ces sociétés afin qu'elles n'achètent plus des minerais provenant de l'Est de la RDC.

La LICOCO demande au Gouvernement Congolais d'envoyer des lettres de protestations à ces 3 pays dont leurs sociétés sont impliquées dans l'achat des minerais provenant de Rubaya.



Pour la LICOCO

Ernest MPARARO

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Ernest", is written over a large, stylized blue scribble.

Secrétaire Exécutif